

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2025-12-03-00004

arrêté préfectoral de prescriptions
complémentaires - Société TRAPIL -
25 rue des Osiers - ZI Les Marais (78310)
COIGNIERES

ARRETE
Préfectural de prescriptions complémentaires
Société TRAPIL
25 rue des Osiers – ZI Les Marais (78310) COIGNIERES

LE PRÉFET DES YVELINES
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement et notamment l'article R.181-46 ;

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 juillet 1969 autorisant la société « Entrepôts Pétroliers des Yvelines » à exploiter sur la commune de Coignières (78310), un dépôt aérien mixte de 60000 m3 de liquides inflammables de 1ère et 2ème catégories, classé sous les rubriques n°245.A 2a et n°255.1 ;

VU le récépissé du 1er mars 1971 donnant acte à la Compagnie Industrielle Maritime (C.I.M.) de sa déclaration de succession dans l'exploitation des installations sus-visées ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 21 mai 1979 donnant acte à la Compagnie Industrielle Maritime (C.I.M.), dont le siège social est situé 36, rue de Liège à Paris (75009), de sa déclaration de modification de l'implantation foncière du dépôt d'hydrocarbures qu'elle exploite à Coignières, ainsi que la limitation du stockage à une capacité de 44754 m3 de liquides inflammables au lieu de 60000 m3 initialement prévue ;

VU le récépissé en date du 19 août 1986 donnant acte à la Compagnie Industrielle Maritime (C.I.M.) de sa déclaration concernant les appareils au PCB installés dans son établissement situé 25, rue des Osiers à Coignières (78310) ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 octobre 1996 imposant à la Compagnie Industrielle Maritime (C.I.M.) des prescriptions complémentaires pour son établissement de Coignières (78310) 25, rue des Osiers, afin de mieux combattre un éventuel sinistre, et mettant ce dépôt en conformité avec l'instruction du 9 novembre 1989 ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 juillet 1997 donnant acte à la Compagnie Industrielle Maritime (C.I.M.) de sa déclaration d'augmenter la capacité de son dépôt aérien en liquides inflammables, sur le site qu'elle exploite 25, rue des Osiers à Coignières et mettant à jour le classement de ladite société comme suit :

Activités soumises à autorisation :

•Dépôt aérien de liquides inflammables de 1ère et 2ème catégories d'une capacité totale équivalente à 21510 m3 (44636 m3 au total, soit : 15726 m3 de 1ère catégorie, 28910 m3 de 2ème catégorie) - n° 1430 (définition) 253

•Installation de remplissage de liquides inflammables. Installations de chargement de véhicules-citerne, le débit maximum équivalent étant supérieur à 20 m3/h (10 X 100 m3/h) - n° 1434-1

Activité soumise à déclaration au titre de la loi sur l'eau :

•Rejet d'eaux pluviales dans le bassin de retenue du Val Favry, la superficie totale desservie étant supérieure à 1 ha, mais inférieure à 20 ha (superficie totale environ 4 ha) - n° 530-2

VU l'arrêté préfectoral du 27 février 1998 imposant des prescriptions complémentaires à la Compagnie Industrielle Maritime (C.I.M.) relatives à la réalisation d'un diagnostic initial et d'une évaluation simplifiée des risques pour son établissement situé à Coignières (78310) 25, rue des Osiers dans un délai d'un an ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 9 septembre 2002 imposant à la Compagnie Industrielle Maritime (C.I.M.) des prescriptions complémentaires visant d'une part à améliorer l'étude des dangers et d'autre part à améliorer dans de brefs délais la sécurité de son établissement situé à Coignières (78310) 25, rue des Osiers ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 25 août 2005 imposant à la Compagnie Industrielle Maritime (C.I.M.) des prescriptions complémentaires portant sur la prévention des risques inhérents à l'activité du dépôt des liquides inflammables de Coignières (78310) 25, rue des Osiers ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 novembre 2008 portant autorisation à la société TRAPIL de sa demande de changement d'exploitant pour le dépôt pétrolier existant précédemment exploité par la Compagnie Industrielle Maritime (C.I.M.) sur la commune de Coignières (78310) ZI des Marais – 25 rue des Osiers ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 mars 2010 imposant à la Société TRAPIL des prescriptions complémentaires relatives aux mesures de réduction des risques complémentaires pour les installations qu'elle exploite à Coignières (78310) ZI des Marais - 25 rue des Osiers ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 15 septembre 2010 imposant à la Société TRAPIL des prescriptions complémentaires donnant notamment acte de l'étude de dangers d'octobre 2008 pour les installations qu'elle exploite à Coignières (78310) ZI des Marais - 25 rue des Osiers ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 juillet 2013 actant le renoncement de la Société TRAPIL à son autorisation de stocker de l'essence dans le bac n°6 dans les installations qu'elle exploite à Coignières (78310) ZI des Marais - 25 rue des Osiers ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 9 octobre 2017 visant à mettre à jour la situation administrative des installations et à prescrire des mesures de réduction des risques complémentaires pour le site exploité par la société TRAPIL à Coignières (78310) ZI des Marais - 25 rue des Osiers ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 3 juin 2019 imposant à la société TRAPIL des prescriptions complémentaires portant notamment sur la stratégie et les moyens de défense contre l'incendie pour les installations qu'elle exploite à Coignières (78310) ZI des Marais - 25 rue des Osiers ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 septembre 2019 imposant à la société TRAPIL des prescriptions complémentaires portant sur le stockage de tuyauteries et accessoires de

tuyauteries au sein des installations qu'elle exploite à Coignières (78310) ZI des Marais - 25 rue des Osiers ;

VU l'arrêté 78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU la décision n° 78-2025-09-11-00009 du 11 septembre 2025 portant subdélégation de signature du préfet des Yvelines ;

VU le porter à connaissance transmis par courrier de l'exploitant daté du 10 mars 2023 concernant le démantèlement du détecteur d'hydrocarbures liquides de la cuvette de rétention n°2 ;

VU le courrier de l'inspection en date du 10 janvier 2025 ;

VU le porter à connaissance transmis par courrier de l'exploitant en date du 28 février 2024 concernant le remplacement du stock d'émulseurs ;

VU les demandes de compléments de l'inspection des installations classées du 26 juin 2024, du 3 avril 2025 et du 5 septembre 2025 ;

VU les compléments apportés au dossier par l'exploitant le 10 juin 2025 et le 16 septembre 2025 ;

VU le courrier de l'inspection des installations classées en date du 26 septembre 2025 notifié le 30 septembre 2025 à l'exploitant ;

VU le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires transmis au demandeur par courrier du 26 septembre 2025 susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de prendre en compte les modifications sollicitées par l'exploitant concernant le démantèlement du détecteur d'hydrocarbures liquides dans la cuvette de rétention n°2 contenant le bac 11, vide et déconnecté depuis février 2014 ;

CONSIDÉRANT que le dossier de l'exploitant concernant le démantèlement du détecteur d'hydrocarbures liquides dans la cuvette de rétention n°2 comportent tous les éléments d'appréciation ;

CONSIDÉRANT que les mesures proposées par l'exploitant n'impactent pas la détection présente dans la cuvette de rétention n°1 ;

CONSIDÉRANT que les modifications sollicitées ne conduisent pas à une augmentation des incidences sur l'environnement et n'entraînent pas de nouveaux dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de prendre en compte les modifications sollicitées par l'exploitant concernant le remplacement du stock d'émulseur ;

CONSIDÉRANT que le dossier de l'exploitant relatif au remplacement du stock d'émulseur du site de Coignières comporte, après compléments, tous les éléments d'appréciation ;

CONSIDERANT que le projet améliore les impacts sur l'environnement du site en utilisant un émulseur sans PFAS ;

CONSIDERANT que le projet ne modifie pas la maîtrise des risques du site et le caractère d'autonomie de la stratégie de lutte contre l'incendie de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que les modifications ne présentent pas un caractère substantiel au regard des critères fixés à l'article R181-46 du code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient, compte-tenu de ce qui précède de compléter et modifier les prescriptions techniques afin d'intégrer les ajustements relatifs au réexamen des conditions d'autorisation,

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas émis d'observation dans le délai imparti de quinze jours sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis par courrier du 26 septembre 2025 susvisé notifié le 30 septembre 2025;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture,

ARRÊTE

Article 1 : Les prescriptions de l'article 101.51 de l'arrêté préfectoral n°2017-43490 du 9 octobre 2017, relatives à la conception et au fractionnement, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les cuvettes de rétention sont dimensionnées afin de résister à la sollicitation du liquide en cas d'épandage. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées une étude justifiant de ce dimensionnement suffisant.

Les cuvettes de rétentions et merlons sont vérifiés et entretenus périodiquement afin de maintenir leur étanchéité telle que définit dans l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié et leur résistance au choc d'une vague provenant de la rupture d'un réservoir.

La périodicité de surveillance est fixée par l'exploitant ; elle est au minimum annuelle.

Les merlons sont stables au feu d'une durée d'au moins 6 heures (pour les bords des cuvettes).

En cas d'accident notable (débordement de bac, fuite de conduite...), la fréquence des vérifications précitées sera quotidienne pendant une période qui ne saurait être inférieure à deux semaines.

La présence de tuyauterie dans une cuvette est limitée à celles nécessaires à l'exploitant ou à la sécurité de la dite cuvette.

La cuvette n°1 est équipée de détection d'hydrocarbures. L'exploitant tient à jour un plan matérialisant les implantations des équipements de détection d'hydrocarbures.

En référence à l'article IX-8 de l'arrêté préfectoral, l'exploitant tient à jour un document récapitulant les modalités d'asservissement des détecteurs d'hydrocarbures à la mise en sécurité de l'ensemble des installations.

L'exploitant dispose de moyens matériels adaptés destinés à limiter les conséquences sur l'environnement d'un épandage massif d'hydrocarbures (pompes, barrages flottants, absorbants...). Le plan d'opération interne (POI) comprend une fiche spécifique précisant la conduite à tenir en cas d'épandage massif d'hydrocarbures à l'intérieur de la cuvette et en cas de déversement massif en dehors de la cuvette. »

Article 2 : Les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°78-2019-06-03-011 du 3 juin 2019 sont abrogées.

Article 3 : Les prescriptions de l'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2017-43490 du 9 octobre 2017 modifié, relatives aux Moyens de lutte contre l'incendie, sont remplacées par les suivantes :

« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques transmise par l'exploitant et notamment :

- D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours
- De plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.2 ;
- D'un état des stocks de liquides inflammables ;
- Couronnes d'arrosage mixtes (eau ou pré-mélange) sur tous les bacs assurant un débit minimum de 15 l/m/mm conformément à l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 ;
- Boîtes à mousses sur tous les bacs, alimentés en pré-mélange par l'intermédiaire de manifolds protégés contre les rayonnements thermiques par murs et plafonds coupe-feu, assurant un débit minimum de 2,5 l/m²/mm ;
- 10 déversoirs à mousse répartis dans la cuvette 1
- 10 poteaux incendie incongelables à eau, équipés d'un raccord de 100 mm avec un débit minimum de 100 m³/h ;
- 4 poteaux incendie incongelables en pré-mélange ;
- 3 rideaux d'eau de protection sur les façades des magasins IRON MOUNTAIN ;
- 1 rideau d'eau de protection de la station de pompage TRAPIL ;
- 1 rideau d'eau de protection de la société LA RIVIERE.

L'exploitant dispose d'une réserve d'émulseur au nord-ouest du site, près de la réserve d'eau de 2500 m³.

Afin qu'il ne puisse y avoir rupture d'approvisionnement pendant les phases successives de l'intervention, l'exploitant doit pouvoir mobiliser une quantité totale d'émulseur qualifié sur feu d'hydrocarbures avec un taux d'application expérimental de 2,5 d'au moins 26 772 litres à une concentration de 3 %.

Les émulseurs objets du présent article répondent aux dispositions de la circulaire du 6 mai 1999 :

- ils satisfont aux normes NF EN 1568-3 ou 4 (ou normes équivalentes) ;
- ils figurent dans la liste des émulseurs « qualifiés » selon le protocole décrit dans le guide 2012/02 reconnu par le Ministère de la « Transition Ecologique ».

Le dispositif d'injection de l'émulseur sera réglé en fonction de la qualité de l'émulseur utilisé. La réserve d'émulseur sera aménagée de façon à pouvoir être facilement ré-alimentée à partir d'une citerne routière ou de containers.

Les différents stockages d'émulseurs de l'établissement feront l'objet d'une analyse de contrôle de leur qualité après tout incident susceptible de les altérer (incident sur les stockages, fausse manœuvre, transvasement, etc.) et au moins une fois par an.

En cas d'analyse annuelle non conforme, celle-ci sera complétée par un essai conforme aux normes françaises NF EN 1568 (selon les liquides inflammables) sur feu réel des produits auxquels ils sont affectés, essai représentatif de leur capacité d'extinction.

Ces analyses et essais seront réalisés par le fournisseur des émulseurs ; ils pourront être exécutés par un organisme autre après accord de l'Inspecteur des Installations Classées.

Au sein de la centrale incendie, le pompage de l'émulseur est assuré par un groupe équipé d'une motopompe de 60 m³/h et d'un proportionneur réglable de 3 à 6 %.

Une électro-pompe d'émulseur de 40 m³/h est également connectée.

La centrale incendie a une réserve d'eau de 2500 m³ avec un débit de 1800 m³/h grâce à trois groupes thermiques de 600 m³/h chacun (sur réseau d'eau et pré-mélange).

En cas de sinistre, l'exploitant met en œuvre immédiatement la ré-alimentation depuis le réseau public de sa réserve d'eau.

Indépendamment des prescriptions prévues dans les conditions particulières concernant les risques d'incendie, l'ensemble de l'établissement est pourvu d'extincteurs judicieusement répartis de nature et de capacité appropriées aux risques à défendre.

Ces équipements doivent être maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés et de la maintenance sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 4 - PUBLICITE

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Coignières où toute personne intéressée pourra la consulter.

Un extrait est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de Coignières dresse un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

Une copie de cet arrêté est accessible sur le site internet de la Préfecture des Yvelines pendant une durée minimale de quatre mois

Article 5 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, notamment au moyen de l'application Télérecours Citoyens accessible sur le site internet <https://www.telerecours.fr/> :

1°) par le destinataire de la présente décision dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté,

2°) par les tiers intéressés, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour de l'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa réception, d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif interrompt le cours du délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux. Le silence gardé par l'administration compétente pendant plus de deux mois sur un de ces recours administratifs vaut décision de rejet.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés ou lorsqu'est née une décision implicite de rejet.

Tout recours administratif ou contentieux doit être **notifié** à l'auteur et au bénéficiaire (SOCIETE DES TRANSPORTS PETROLIERS PAR PIPELINE (TRAPIL) sise 1 rue Charles-Edouard Jeanneret - 78300 Poissy) de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R 181-51 du code de l'environnement).

Article 6 - EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Rambouillet, le maire de Coignières, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 3 décembre 2025

Pour Le Préfet et par délégation,
la Directrice
Pour la directrice par subdélégation,
L'adjointe à la cheffe de
l'unité départementale des Yvelines

signé

Marielle MUGUERRA

ANNEXE 1 – DISPOSITIONS CONFIDENTIELLES

non diffusée conformément à l’Instruction du Gouvernement du 12 septembre 2023
relative à la mise à disposition et aux conditions d’accès des informations potentiellement
sensibles pouvant faciliter la commission d’actes de malveillance dans les installations
classées pour la protection de l’environnement